ou plus ayant quinze ans de service ou plus, s'il est retiré du service pour une autre raison que son inconduite. Il est donc manifeste qu'on peut retraiter en ces cas les employés.

L'hon. M. MANION: Tout homme a droit à une pension après quinze ans de service.

L'hon. M. ELLIOTT: Je ne demande pas une réponse immédiate, ce serait peut-être déraisonnable, mais je demande une chose à mon honorable ami: avant la fin de l'étude du bill en comité, le ministre devrait nous indiquer ce qu'il est possible de faire dans les cas que j'ai mentionnés.

L'hon. M. CHAPLIN: Il y a quelques minutes, on a trouvé à redire au titre du bill: loi de 1932 relative au National-Canadien et au Pacifique-Canadien. Le bill émane du Sénat, il a été présenté en 1932 et il a été ainsi désigné. Mais à cause des objections formulées, je propose:

De remplacer dans l'article 1er, ligne 5, le chiffre 1932 par le chiffre 1933.

On me dit que le chiffre 1933 vaut mieux pour l'avenir, quand on voudra consulter la loi.

M. le PRESIDENT SUPPLEANT (M. MacNicol): Le comité a entendu l'amendement proposé qui tend à rayer 1932 de l'article pour y substituer 1933. L'amendement est-il adopté?

Le très hon. MACKENZIE KING: Je veux bien que nous adoptions l'amendement, mais puisque le ministre songe à modifier l'article, il pourrait aussi chercher un titre abrégé plus approprié, étant donné qu'il ne s'agit pas du tout, selon lui, d'une mesure de fusion des chemins de fer. S'il s'agissait d'un projet de fusion, il ne saurait choisir un meilleur titre abrégé. Cette mesure vise presque uniquement le National-Canadien; elle ne touche presque pas au Pacifique-Canadien. Une partie traite des possibilités de coopération...

L'hon. M. MANION: Les parties II et III s'appliquent aux deux chemins de fer.

Le très hon. MACKENZIE KING: Mais les parties de la loi qui sont réellement importantes sont celles qui modifient en quelque sorte la loi des Chemins de fer nationaux. On devrait intituler ce bill: Loi de 1933 modifiant la loi des Chemins de fer nationaux, à moins que le ministre ne veuille insinuer graduellement l'idée de la fusion au moyen de ce titre double.

L'hon. M. MANION: Je n'ai pas choisi ce titre, c'est le Sénat qui...

Le très hon. MACKENZIE KING: Mais la ministre en porte la responsabilité.

[L'hon. M. Elliott.]

L'hon. M. MANION: Oui. Mais avec toute la déférence que j'ai pour mon très honorable ami, je ne trouve pas son argumentation bien forte car si la partie I du bill traite uniquement des Chemins de fer nationaux, les parties II et III s'appliquent aux deux chemins de fer. La partie II traite de la coopération entre les deux compagnies et la partie III impose un tribunal d'arbitrage dans le cas de divergence d'opinion. De sorte que les parties II et III du projet de loi se rapportent au Pacifique-Canadien tandis que la partie I seule vise particulièrement les Chemins de fer nationaux. Il se peut, comme le très honorable député le prétend, que certains voient là une idée de fusion, mais je ne vois pas comment nous pouvons empêcher les gens de tirer leurs propres conclusions. Mais le premier ministre a dit, et je l'ai répété plusieurs fois, que le Gouvernement ne songe pas le moins du monde à la fusion des deux réseaux. C'est pourquoi je suis tout disposé à garder le titre actuel, en acceptant toutefois la modification proposée au sujet de l'année.

(L'amendement est adopté.)

M. le PRESIDENT SUPPLEANT (M. MacNicol): L'article, ainsi modifié, est-il adopté?

M. MITCHELL: J'ai quelques remarques à faire au sujet de cet article avant qu'il soit adopté.

M. le PRESIDENT SUPPLEANT (M. MacNicol): Si le comité me permet une observation, je ferai remarquer qu'au cours du débat l'on s'est écarté de l'article en discussion, c'est-à-dire du titre. Avant d'aller plus loin, le comité devrait décider s'il désire continuer ainsi une discussion générale, comme celle que l'on fait d'ordinaire à la deuxième lecture d'un bill, ou bien si l'on va se limiter au titre. Je m'en remets entièrement au comité sur ce point.

Une VOIX: Continuons la discussion générale.

M. MITCHELL: Je ferai quelques remarques au sujet de ce que le ministre a répondu aux observations de l'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Heaps). Je partage l'avis de celui-ci quand il prétend que l'on n'a tenu aucun compte de l'élément humain de l'industrie des transports en créant cette commission. M. Loree, dont on a parlé cet après-midi, est le président du chemin de fer Delaware et Hudson, qui se rattache par quelques points au Pacifique-Canadien. Depuis plusieurs années, l'on sait que ce monsieur Loree est le plus grand ennemi des ouvriers sur le continent nord-américain. C'est l'opinion générale des employés des chemins de fer. Ceux-